

Académie des sciences de Russie : « Il est question de la réforme depuis la chute de l'URSS » (Tatiana Jean, Ifri)

« L'attaque est actée, je ne pense pas que le gouvernement recule. La réforme de l'Académie des sciences de Russie a traîné pendant trop longtemps, il en est question depuis la chute de l'URSS. » C'est ce que déclare Tatiana Jean, chercheuse à l'Ifri, le 22 juillet 2013 dans un entretien accordé à AEF au cours duquel elle analyse les enjeux du projet de réforme de l'Académie examiné par la Douma début juillet, provoquant de vifs débats autour de l'avenir de l'institution. La nécessité d'une réforme « fait consensus », rappelle la chercheuse, qui précise que, « comme souvent en Russie », les moyens employés sont « brutaux ». Elle dresse un parallèle entre cette réforme et celle entreprise depuis 2005 pour « injecter la recherche dans les universités » afin de « faire apparaître les universités dans les classements » et « contourner » la réforme de l'Académie des sciences.



Tatiana Jean, Ifri
© D. R.

AEF : Le gouvernement russe a présenté début juillet à la Douma un projet de réforme de l'Académie des sciences de Russie. Dans quel contexte cette réforme intervient-elle ?

Tatiana Jean : À l'époque soviétique, le système de recherche a été réparti entre l'Académie des sciences de Russie à qui a été attribuée la recherche fondamentale, les instituts de branche pour le secteur de la défense - dont une grande partie a aujourd'hui disparu, et les universités - où la recherche a été et reste très faible. Ma surprise est que l'on revienne si tardivement sur le sujet. Il y a des réformes très actives de l'enseignement supérieur depuis 2005. Il y a bien eu quelques tentatives pour réformer l'Académie des sciences mais elles n'ont jamais abouti. Il en est question depuis la chute de l'URSS, tout le monde est d'accord sur la nécessité de cette réforme. Mais, comme souvent en Russie, les moyens employés sont brutaux.

AEF : Pourquoi cette réforme est-elle nécessaire ?

Tatiana Jean : Au milieu des années 2000, une série de rapports accablants ont été publiés sur l'Académie, pointant l'utilisation opaque de financements, ou le fait qu'il y aurait 60 % de personnels en trop. Ces rapports avaient provoqué une levée de bouclier des personnels pour préserver leur liberté de manoeuvre. Mais le statut quo est intenable : l'Académie reçoit des financements dont elle effectue la répartition auprès d'instituts qu'elle évalue elle-même. Il était

impensable que l'État, qui est dans une dynamique de reprise en main de l'ensemble des secteurs, la laisse de côté. Certains instituts sont bons, d'autres non. La moyenne d'âge du praesidium (comité exécutif) est de 80 ans. Le précédent président est resté 22 ans et a quitté cette fonction à 77 ans. L'Académie s'est discréditée. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Dmitri Livanov, a parlé de « gérontocratie scientifique » et qualifié l'Académie d' « une forme obsolète et inefficace de gestion de la science » - il a dû s'excuser par la suite. Le prix Nobel André Geim a parlé de « maison de retraite ». Le taux de citation des chercheurs russes au niveau mondial est de 2 %, ce qui largement en deçà du potentiel de l'Académie qui compte 500 établissements de recherche et 100 000 employés dont plus de la moitié sont des chercheurs.

AEF : Vous liez la réforme de l'Enseignement supérieur à la situation de l'Académie des sciences. En quoi ces deux situations se répondent-elles ?

Tatiana Jean : Dans les années 2000, la Russie a tenté d'injecter la recherche dans les universités afin de suivre la tendance mondiale et d'apparaître dans les classements. Mais c'était également une façon de contourner une inévitable réforme de l'Académie des sciences qui n'avait jamais eu lieu. Il y a ainsi eu un monitoring sur l'efficacité des universités. Une première liste de 170 d'entre elles, considérées comme inefficaces, a été publiée. Ce monitoring a occasionné un scandale et des grèves des enseignants et des élèves. À la suite de ces protestations, la liste des universités inefficaces a été réduite jusqu'à une trentaine et a mené à des fusions et des réorganisations. Les critères d'évaluation étaient discutables (1). Par ailleurs, il n'y a pas de statut d'enseignant-chercheur en Russie, et la charge de travail des professeurs y est deux fois plus importante qu'en France, très peu se consacrent donc à la recherche. Ils sont aujourd'hui 17 % contre, c'est vrai, 10 % il y a quelques années. Mais la qualité des enseignements en souffre. Pour parvenir à ce résultat, des grilles de salaires qui dépendent des activités de recherche menées par les professeurs ont été mises en place. L'une des solutions pourrait être d'établir une jonction très forte entre l'Académie des sciences et les universités : il n'y a pas d'autre choix que d'aller là où la recherche se fait.

AEF : Cette réforme intervient alors qu'un nouveau président a été élu à la tête de l'Académie des sciences sur la base d'un programme de réformes. Celui-ci se différencie-t-il du projet du gouvernement ?

Tatiana Jean : Cette réforme intervient à un moment où l'Académie des sciences est assez faible : son président, Vladimir Fortov, a été élu à la fin du mois de mai : il n'avait pas encore eu le temps d'entamer un dialogue avec le gouvernement sur les réformes qu'il se proposait de mettre en place. Celles-ci s'orientaient vers plus de transparence des financements et vers la mise en place d'un système d'appel à projets pour que ceux-ci ne soit plus seulement attribués en fonction du nombre de mètres carrés et du nombre de chercheurs. Dans le projet du gouvernement, l'Académie devient un club prestigieux, qui jouit d'un pouvoir de recommandation, mais pas de décision : elle ne déciderait plus de son fonctionnement, ni de ses priorités. Par ailleurs, une agence publique doit être créée pour gérer le patrimoine immobilier de l'Académie.

AEF : Un certain nombre d'amendements ont été introduits entre les deux premières lectures du texte. Changent-ils la nature de la réforme ?

Tatiana Jean : Une partie des académiciens estiment que cela ne change pas le fond. 70 d'entre eux ont annoncé leur intention de sortir et de ne pas adhérer à la future Académie. Celles qui pourraient indirectement être les gagnantes de cette réforme, ce sont les universités qui vont les accueillir. Je pense que ce projet est préparé en sourdine depuis un moment. Le ministre de l'Enseignement ne semble pas avoir la main sur cette réforme, dans la mesure où il a indiqué « n'avoir pas le droit » de discuter avec la communauté scientifique. Nous verrons le résultat à l'automne [lors de la troisième lecture à la Douma]. L'attaque est actée, je ne pense pas que le gouvernement recule. Cette réforme a traîné pendant trop longtemps.

Tatiana Jean a coordonné, aux éditions du CNRS, un livre intitulé « Les universités russes sont-elles compétitives ? », paru le 25 février 2013

(1) Voici les 5 principaux critères qui ont été retenus par le ministère de l'Enseignement et de la Recherche pour évaluer l'efficacité des universités russes :

- score moyen des candidats à l'entrée, obtenu à l'examen de fin d'école secondaire. Ce critère a été beaucoup critiqué par les universités, car il reflète le prestige de l'université, sa capacité à attirer les meilleurs talents, pas non pas la qualité de ses formations ;
- volume de R&D par enseignant ;
- taux d'étudiants étrangers ;
- revenus toutes sources confondus divisé par le nombre d'employés à l'universités ;
- surface totale de l'université divisée par le nombre d'étudiants. (nombre de mètres carrés par étudiant).

À lire aussi

[R&D : la France a le dispositif fiscal le plus attractif, devant le Royaume-Uni, la Russie, la Chine et l'Inde \(cabinet d'avocats Taj\)](#)

AEF n° 157276 du jeudi 27 octobre 2011 - RI

[Publications : la Russie est au niveau de pays beaucoup moins riches et plus jeunes dans la recherche, selon Thomson Reuters](#)

AEF n° 131413 du mardi 4 mai 2010 - RI

[Recherche nucléaire: la Chine et la Russie adhèrent au "forum international génération IV"](#)

AEF n° 71993 du vendredi 1 décembre 2006 - ES, RI

[CNRS: signature d'un accord avec l'Académie des sciences de Russie](#)

AEF n° 66962 du vendredi 7 juillet 2006 - ES, RI

[La Chine à la deuxième place mondiale dans les nanotechnologies. La Russie privatise sa recherche publique. Autres informations des services scientifiques des ambassades](#)

AEF n° 53636 du mercredi 8 juin 2005 - ES, RI

Dépêche n° 185906 © Copyright AEF - 1998/2013

Conformément au code sur la propriété intellectuelle, toute reproduction ou transmission, de cette dépêche est strictement interdite, sauf accord formel de AEF.